



La réponse iranienne à l'assassinat de Soleimani

Fabrizio Minniti



Rapport n.17, Janvier 2020

La réponse iranienne à l'assassinat de Soleimani

Fabrizio Minniti

European Eye on Radicalization



Le 2 janvier 2020, le Pentagone a annoncé qu'un drone américain avait tué le général de division Qasem Soleimani, chef de l'unité d'élite de la Force Al-Qods du Corps des Gardiens de la Révolution islamique. L'opération a eu lieu alors que Soleimani quittait l'aéroport international de Bagdad. Le président des États-Unis, Donald Trump, a déclaré avoir donné l'ordre de tuer le général iranien parce qu'il représentait une menace imminente pour le personnel américain et allié dans le pays. Le secrétaire américain à la défense, Mark Esper, a défendu la décision de la Maison Blanche et, à la demande des journalistes, expliqué que Soleimani planifiait des attaques contre les installations militaires américaines et qu'il était donc une cible légitime. [Esper](#) a ajouté que les États-Unis ne voulaient pas entrer en guerre avec l'Iran. Toutefois, il est certain que l'assassinat d'une figure aussi influente et importante en Iran, ayant un lien direct avec le Guide suprême Ali Khamenei, aura de graves répercussions au sein de la politique iranienne et dans les régions qui tombent sous l'influence de Téhéran comme la Syrie, le Yémen, l'Irak et la bande de Gaza. Les tensions entre les États-Unis et l'Iran sont accrues à la suite de la campagne de [pression maximale](#) menée par Washington contre Téhéran, notamment par la désignation du Corps des Gardiens de la Révolution islamique - Force Al-Qods (CGRI-FQ) comme une [organisation terroriste étrangère \(FTO\)](#).

Défendant le meurtre, le Département d'État [a déclaré](#) que le CGRI a utilisé les ressources dont il disposait pour planifier et exécuter des attaques contre les États-Unis et ses alliés. Le Corps des Gardiens de la Révolution islamique est une force armée officielle (avec des moyens terrestres, maritimes et aériens) qui comprend la milice nationale Basij, en charge des questions de sécurité intérieure, et la Force Al-Qods du CGRI (CGRI-FQ) qui soutient les mouvements et les gouvernements pro-iraniens de la région.

Le CGRI désigné comme une organisation terroriste

La désignation du CGRI comme organisation terroriste a eu un impact économique et financier modeste, avec des implications politiques et juridiques importantes. Tout d'abord, le Comité suprême de Sécurité nationale de l'Iran a déclaré que les forces américaines dans la région du Proche-Orient étaient des terroristes, augmentant ainsi les chances d'une attaque contre les forces américaines en Syrie et en Irak. Il convient de noter que le pouvoir du Département d'État de désigner des FTO a été établi en vertu de la section 302 de la [loi de 1996 sur la lutte contre le terrorisme et la peine de mort effective](#) (PL 104-132), de sorte que *[l'Iran n'est pas seulement un État qui parraine le terrorisme, mais que le CGRI participe activement au terrorisme, le finance et le promeut en tant qu'outil de l'État. Le CGRI est le principal moyen dont dispose le gouvernement iranien pour diriger et mettre en œuvre sa campagne terroriste mondiale.](#)*

D'un point de vue juridique, il était plus facile d'autoriser l'élimination du chef d'une organisation définie comme un groupe terroriste actif dans la région et agissant contre les intérêts américains. Il n'y a pas de véritable conflit armé entre les États-Unis et l'Iran, mais la désignation du CGRI

comme groupe terroriste a donné à la décision de Trump de tuer Soleimani une couverture légale. En mai 2019, Soleimani a autorisé une attaque de missiles contre les raffineries Aramco d'Arabie Saoudite. En août de la même année, Soleimani a de nouveau ordonné une attaque de drones contre Israël. Au cours des derniers mois, de multiples attaques à la roquette ont été menées contre des bases américaines en Irak, toutes par des milices contrôlées par le CGRI. La stratégie de Soleimani était de contraindre les forces de la coalition à quitter l'Irak afin que les milices chiïtes puissent contrôler le pays. L'assassinat de Soleimani visait à empêcher une future agression iranienne par le biais de ses milices.

La réponse de l'Iran à l'assassinat de Soleimani

Après la frappe américaine, le régime iranien a immédiatement déclaré qu'il y aurait une réponse militaire visant à venger le meurtre de Soleimani. Malgré le fait que l'Iran n'était pas en mesure de faire face aux États-Unis dans un affrontement militaire conventionnel, il a *effectivement* mené une réponse conventionnelle. Il a attaqué deux bases irakiennes, la base aérienne d'Ain al-Assad et une base à Irbil, qui accueillent toutes deux des troupes américaines et de la coalition. L'attaque a permis à Téhéran de riposter pour le meurtre de Soleimani, mais sa réponse proportionnelle visait à éviter une escalade conventionnelle avec Washington. En effet, l'Iran a certainement infligé des dommages tangibles aux infrastructures, mais, en agissant aux premières heures du matin et en notifiant l'action au gouvernement irakien juste avant de lancer l'attaque, il a limité l'impact de l'attaque.

Plusieurs observations peuvent être faites à partir de la réponse de Téhéran. La première concerne les méthodes conventionnelles de réponse: une attaque militaire, suffisamment limitée et proportionnée pour à la fois venger la mort de Soleimani et engager directement les États-Unis en frappant les bases qui accueillent ses forces. À l'avenir, cependant, il est beaucoup plus probable que Téhéran — qui est militairement faible — frappera les intérêts américains et leurs alliés par de multiples attaques asymétriques qui impliqueront des mandataires chiïtes au Moyen-Orient. Ainsi, le risque d'escalade militaire est toujours présent, les événements des dernières semaines impliquant les deux pays sont aussi proches que possible d'une confrontation directe après des décennies de calme relatif, les tons des deux côtés visent au calme et à la désescalade, mais la combinaison de la stratégie de pression maximale des États-Unis appliquée au cours des dernières années, combinée à l'état de fragilité politique et économique de l'Iran mènera presque certainement à la montée des tensions. Des élections parlementaires iraniennes auront lieu en février 2020 pour le renouvellement du [Majles-E-Shura-Ye-Eslami](#) (Assemblée consultative islamique iranienne), mais les sanctions supplémentaires que la Maison Blanche est sur le point d'adopter ont conduit à un débat politique interne vicieux qui pourrait favoriser une approche plus belliciste vis-à-vis de l'Occident.

Le 10 janvier 2020, en réponse à l'attaque iranienne sur l'Irak, l'administration américaine a pris de

nouvelles [mesures de sanction](#) contre les dirigeants de Téhéran, dont Ali Shamkhani, le secrétaire du Comité suprême de Sécurité nationale et d'autres hauts dirigeants, ainsi que des mesures économiques strictes. Les sanctions économiques supplémentaires, visant les secteurs du textile, de l'extraction, ainsi que le secteur manufacturier de l'Iran, renforcent la stratégie de pression maximale adoptée jusqu'à présent. Toutefois, qu'est-ce que cela signifie pour l'Iran?

Une diplomatie coercitive

Dans un premier temps, les sanctions internationales adoptées par les États-Unis ont été considérées comme une option alternative valable à l'action militaire. La pression économique — connue sous le nom de diplomatie coercitive — est de nature punitive et décourage l'Iran de certains comportements et doctrines. Cependant, la diplomatie coercitive n'est pas toujours une stratégie gagnante, car le facteur clé est le niveau de pression exercé et la capacité à y résister. Les États-Unis ont adopté unilatéralement une véritable stratégie de sanction — visant à isoler l'Iran économiquement et politiquement. Ces mesures concernent le gel des capitaux iraniens à l'étranger, l'interdiction d'importer des biens et des services tels que le pétrole et le gaz et le gel des avoirs de la Banque centrale et des institutions liées au régime. Les sanctions ont également provoqué des tensions économiques dans le secteur de l'exportation du pétrole, bien qu'elles aient été atténuées par des expéditions illégales.

Entre 2012 et 2015, la communauté internationale a adopté une approche de dissuasion et de pression sur Téhéran. L'économie iranienne s'est contractée de 9 % par an, ses exportations de pétrole brut ont chuté de manière significative et le gouvernement n'a pas pu accéder aux 120 milliards de dollars de réserves iraniennes détenues dans des banques étrangères.

Cela a incité les observateurs et les analystes à affirmer que la stratégie de sanctions est vouée à l'échec si elle n'est pas accompagnée d'autres mesures telles que le dialogue, la volonté de négocier ou la menace crédible d'une action militaire.

En mai 2018, Trump a annoncé que les États-Unis se retiraient de l'accord JCPOA et réimposeraient des sanctions unilatérales liées au programme nucléaire iranien, précédemment levées à la suite de cet accord.

En 2015, un accord nucléaire multilatéral — le Plan d'action global conjoint (JCPOA) — a été signé par les États-Unis, l'Iran, le Royaume-Uni, la France, la Chine, la Russie et l'Allemagne. Le JCPOA a permis à Téhéran de regarder avec moins d'inquiétude les conséquences que les sanctions avaient sur l'économie du pays, étant donné que les mesures restrictives adoptées par les Nations Unies et également par l'UE auraient été levées. Une interdiction générale du commerce des États-Unis avec l'Iran et certaines sanctions américaines imposées sur diverses questions, notamment le soutien aux factions armées et les violations des droits de l'homme, resteraient en place. Avec la renonciation au JCPOA, les États-Unis ont rétabli, conformément au [décret](#)

[présidentiel 13846](#) du 6 août 2018, les dispositions précédentes sur les sanctions contre l'Iran, révoquées ou modifiées en janvier 2016.

En ce qui concerne les sanctions intelligentes, la législation américaine semble être assez stricte. Il peut être interdit, ou en tout cas soumis à sanction, même pour une société non américaine, d'initier des transactions avec certains sujets ou entités figurant sur les listes compilées par le Bureau de contrôle des actifs étrangers du département du Trésor américain (Office of Foreign Assets Control - OFAC).

La perception de la menace par l'Iran

Au fil des ans, Téhéran a adopté une double approche en matière de politique étrangère: d'une part, il a apporté un soutien financier, idéologique et économique aux mouvements terroristes, établissant des sphères d'influence dans tout le Moyen-Orient; d'autre part, grâce à des outils de «pouvoir discret», il a créé un réseau mondial d'organisations religieuses et culturelles, notamment des universités, des organisations caritatives, des médias et des organisations civiles, visant à diffuser [l'idéologie chiite](#).

La doctrine stratégique de l'Iran part de la conscience que, bien qu'il soit une puissance régionale, il ne peut pas concurrencer l'Amérique dans un conflit conventionnel. Téhéran a un programme nucléaire, mais ne dispose pas de capacités de qualité militaire. Il ne possède donc pas d'armes nucléaires pouvant être lancées à partir de moyens terrestres, maritimes ou aériens. Il dispose d'un programme de missiles, mais pas d'ICBM pour lui permettre de frapper les États-Unis. Des années de sanctions internationales ont rendu impossible la mise à jour des systèmes d'armes les plus simples. De plus, Téhéran n'a pas d'alliés fiables à ses côtés.

La solution iranienne à sa faiblesse militaire a été de s'engager dans des guerres par procuration — en profitant des conflits internes dans les États faibles de sa zone d'influence comme les milices chiites en Irak, le régime de Bachar al-Assad en Syrie, les rebelles Houthi au Yémen et le groupe militant du Hezbollah au Liban — afin de construire un réseau d'alliances pour concurrencer les alliés régionaux de l'Amérique. Ce type d'approche permet à Téhéran de maintenir un démenti plausible, en niant fermement son implication même lorsqu'elle existe, et en permettant de poursuivre ses objectifs de politique étrangère avec un risque militaire minimal. Au fil des ans, Téhéran a donc développé comme son arme la plus efficace la capacité de mener des batailles par l'intermédiaire de ses [mandataires](#) avec l'avantage d'éviter la confrontation directe et sans perte de vie des soldats iraniens.

Au premier plan de cette guerre asymétrique se trouve le Corps des Gardiens de la Révolution islamique et en particulier son unité de la Force Al-Qods. Après la mort de Soleimani, le Guide suprême de l'Iran a nommé [Esmail Ghaani](#) au poste de commandant de la Force Al-Qods. La combinaison d'éléments de guerre non conventionnels et de capacités asymétriques iraniennes

visant à exploiter les faiblesses d'un adversaire supérieur constitue une menace sérieuse pour les [États-Unis et leurs alliés dans la région](#). Cette doctrine est appliquée par le CGRI et l'armée conventionnelle, qui adoptent des tactiques de guérilla combinées à des roquettes, des flottes de petits bateaux et des mines navales qui, si elles sont utilisées efficacement dans le détroit d'Ormuz, ont la capacité de constituer une menace sérieuse pour le commerce international. La perception particulière de la menace de Téhéran envers Israël, l'Arabie Saoudite et la croissance de la subversion de type sunnite dans la région ont fait que l'Iran a adopté [doctrine stratégique](#) une pour faire face à ses adversaires régionaux.

La stratégie de dissuasion active de l'Iran

La [stratégie de sécurité nationale](#) de Téhéran repose sur deux prémisses: la première est de se défendre contre les menaces internes ou externes, et la seconde concerne le développement de ses capacités militaires (conventionnelles ou asymétriques) visant à atteindre l'objectif de politique étrangère le plus important — devenir la puissance régionale dominante au Moyen-Orient. L'objectif de réduire autant que possible la présence américaine dans la région, ainsi que la présence de groupes subversifs sunnites dans la zone d'influence iranienne, s'inscrit dans le cadre de ces objectifs de politique étrangère. En outre, Téhéran a étendu ses capacités en adoptant une [stratégie de dissuasion active](#). La combinaison de ses forces conventionnelles avec des capacités asymétriques d'opérations non conventionnelles par l'intermédiaire de partenaires et de mandataires constitue la base de cette dissuasion active. Ce processus comprend l'utilisation d'une autre menace, en plus de la menace conventionnelle, comme moyen de dissuasion en cas d'attaque contre l'Iran. La dissuasion passive est basée sur la domination militaire tandis que la dissuasion active est basée sur la domination par l'escalade, il est donc possible d'intensifier le conflit à un niveau où l'ennemi est mis en peine pour améliorer sa situation du point de vue stratégique. Téhéran utilise un ensemble complexe de capacités militaires. Sa stratégie est principalement basée sur la capacité de riposter contre un attaquant par le biais d'un réseau complexe de partenaires et de mandataires militants — en exigeant un prix élevé de son ennemi. La doctrine stratégique est donc basée non seulement sur l'évitement des conflits conventionnels, mais aussi sur la poursuite d'objectifs de politique étrangère par la propagande, la guerre non conventionnelle et les opérations par procuration.

La guerre par procuration

L'Iran a toujours montré une préférence pour l'utilisation de mandataires pour intervenir dans les affaires régionales en raison des limites de ses capacités militaires conventionnelles et de son désir de maintenir une négation plausible — ce qui minimise le risque d'escalade. La dépendance de l'Iran vis-à-vis des [opérations non conventionnelles](#) — rendue possible par ses relations avec un large éventail de milices, de groupes militants et d'organisations terroristes — est au cœur de sa politique étrangère et de sa stratégie de défense. Le CGRI-FQ est le principal outil dont dispose

Téhéran pour mener ses opérations non conventionnelles et fournir un soutien tel que l'assistance financière, la formation et le soutien militaire.

La réimposition de sanctions par les États-Unis et le durcissement politique de l'UE encouragent Téhéran à renforcer ses relais en Irak, en Syrie, au Liban et au Yémen et à soutenir les franges extrémistes et radicales. Ainsi, afin de contrer l'influence occidentale, l'Iran utilise le terme « [Axe de résistance](#) » pour définir son alliance entre acteurs étatiques et non étatiques partageant les mêmes idées au Moyen-Orient. Cet « Axe » — en assurant des alliés forts — permet à Téhéran d'accroître sa profondeur stratégique et son influence dans la région. L'Iran — grâce à son réseau d'influence — contrecarre silencieusement mais efficacement les menaces posées par les groupes extrémistes sunnites, les États rivaux et la présence militaire occidentale dans la région. L'élimination de Soleimani, d'un point de vue tactique, a été un succès, mais, une frappe contre l'un des plus hauts dirigeants militaires iraniens pourrait déclencher une série d'événements difficiles à prévoir.

Téhéran va probablement accroître son engagement envers l'Irak en envoyant des armes, des conseillers militaires et des fonds au gouvernement de Bagdad et en boycottant les intérêts occidentaux au Moyen-Orient, d'autant plus que les Kurdes irakiens semblent en fait réticents à apporter leur soutien à l'Occident et sont plus susceptibles de considérer l'Iran comme une partie prenante valable.

D'autre part, la profonde fragmentation sociale et politique de l'Irak, façonnée par des décennies d'autoritarisme, rend le pays très faible et une cible facile pour l'influence iranienne. La forte et substantielle influence iranienne en Irak remonte au régime de Saddam Hussein et se poursuit avec des [milices chiïtes](#), telles que les [Hashd al-Shaabi](#) (unités de mobilisation populaire) qui ont été entraînées pour combattre les forces américaines en Irak. Téhéran est également le principal [fournisseur de gaz naturel](#) en Irak. Les milices chiïtes alignées sur l'Iran se sont établies comme [la version irakienne du Hezbollah libanais](#): des mouvements socioculturels avec une aile militaire et sociale qui fonctionne indépendamment de l'État.

En Syrie, l'Iran a apporté un soutien au régime d'al-Assad et continuera probablement à le faire. En effet, la Syrie est le principal canal de communication de l'Iran avec le mouvement chiïte du Hezbollah au Liban — considéré comme l'outil clé dans la confrontation entre Téhéran et Israël. Depuis le début de la guerre civile syrienne, Téhéran a fourni une assistance militaire directe, un entraînement et des armes aux milices chiïtes pour soutenir le régime syrien, mais aussi pour combattre l'État islamique. Ce groupe terroriste est considéré par Téhéran comme une menace directe pour la sécurité nationale iranienne et un obstacle au contrôle des factions chiïtes en Irak. L'Iran a travaillé dur pour défendre le régime d'al-Assad contre les groupes rebelles — les forces affiliées à l'Iran agissant comme les principaux défenseurs du régime. Les dirigeants iraniens ont entrepris de grands efforts pour maintenir au pouvoir le président syrien Bachar al-Assad, qui a été un allié clé de l'Iran malgré son idéologie laïque.

D'un [point de vue stratégique](#), le soutien iranien à al-Assad va probablement augmenter. En effet, al-Assad est le seul allié solide de Téhéran dans la région et le fait de ne pas le soutenir pourrait faire entrer l'opposition sunnite au gouvernement. Enfin, le régime d'al-Assad sert de dissuasion aux milices sunnites qui pourraient attaquer le Hezbollah au Liban depuis la frontière syrienne.

L'Iran continuera à avoir des liens défensifs forts avec le Hezbollah au Liban — son partenaire le plus important et le plus ancien (depuis 1982) et un membre clé de l'«Axe de résistance» de Téhéran qui comprend des groupes palestiniens qui s'opposent à Israël. L'Iran partage les mêmes intérêts politiques et religieux avec le Hezbollah libanais, et tous deux sont opposés à la présence américaine dans la région. Cependant, malgré des liens politiques et idéologiques étroits, le groupe chiite maintient son autonomie dans les affaires intérieures libanaises. Téhéran utilise le groupe chiite pour maintenir une pression constante contre Israël et ensuite contre les États-Unis.

L'engagement en faveur de ce que l'on appelle « l'arc d'influence » au Moyen-Orient reflète l'objectif stratégique de l'Iran pour la construction du «corridor chiite», qui relie la République islamique au sud de l'Irak, à la Syrie et un accès au port [méditerranéen](#) que constitue le Liban. Cela pourrait permettre à l'Iran non seulement d'étendre son influence, mais aussi de modifier l'équilibre stratégique des forces au Moyen-Orient.

L'Iran — afin de maintenir sa domination par le biais de la guerre asymétrique — pourrait également renforcer ses relations avec les rebelles houthis au Yémen. Le Golfe d'Aden est une importante zone de transit pour le commerce international et, comme l'a déclaré le chef du Commandement central américain, ces dernières années, on a assisté à une augmentation des capacités militaires des rebelles ayant le même modus operandi iranien dans le détroit d'Ormuz. Ainsi, dans un [témoignage](#) au Congrès, le Général Joseph Votel a parlé de la défense à plusieurs niveaux contre les missiles de défense côtière, les systèmes de radar, les mines et les bateaux explosifs — une approche typiquement iranienne de la guerre asymétrique utilisée pour projeter la puissance et l'influence sur la côte sud-ouest de la péninsule Arabique. La relation avec les Houthis a permis à Téhéran de faire indirectement pression sur l'Arabie Saoudite sans entrer dans une confrontation militaire directe.

Trouver de nouveaux alliés forts

Les sanctions économiques ont également poussé l'Iran à se rapprocher de nouveaux partenaires tels que la Turquie et la Chine, qui n'étaient pas disposés à renoncer au pétrole iranien et ne s'inquiétaient pas du tout de la puissance nucléaire de Téhéran. Ces dernières années, les exportations russes vers l'Iran ont triplé. L'Inde et la Chine lui ont également envoyé des exportations et des investissements.

Bien que la Turquie ait été exemptée pendant six mois d'importer du brut iranien, Erdogan a, pour sa part, critiqué la décision américaine d'imposer des sanctions à Téhéran. Réaffirmant la position

turque sur les sanctions américaines, Erdogan a confirmé que le commerce avec l'Iran se poursuivra ainsi que l'importation de pétrole brut, qui, en 2018, s'élevait en moyenne à 170 000 barils par jour, tandis que les importations de gaz s'élevaient à 10 milliards de mètres cubes par an. Le rapprochement politique entre Ankara et Téhéran a eu lieu en 2016, après le coup d'État manqué du 15 juillet. La Turquie et l'Iran, ainsi que la Russie, ont lancé le «processus d'Astana» pour résoudre la crise syrienne dans l'intérêt mutuel de chaque pays. Comme les plus gros acheteurs de brut iranien et saoudien sont l'Inde et la Chine, rien ne les empêche d'augmenter leurs importations en provenance d'Iran. En fait, pour Téhéran, le rabais sur le prix du baril est le seul moyen de s'assurer que ces pays continuent à acheter du pétrole brut. Cependant, même si la Chine utilise la totalité du volume d'importations autorisées, elle continuera à importer, en raison des sanctions, environ 45 % de pétrole en moins de l'Iran que la moyenne de 655 000 barils achetés entre janvier et septembre 2018.

Conclusion

La mort de Soleimani semble avoir eu l'effet inverse de celui souhaité. Elle a renforcé sa popularité à l'étranger et galvanisé les factions les plus extrémistes de la politique intérieure iranienne. Khamenei a déclaré trois jours de deuil national dans le pays et a rendu visite personnellement aux membres de la famille de Soleimani. Pendant ce temps, le président iranien Hassan Rouhani a condamné l'action américaine et a juré de se venger de la mort de Soleimani.

Soleimani était considéré comme l'une des figures les plus puissantes et les plus influentes d'Iran — après Khamenei avec qui il avait un canal direct. En tant que chef du CGRI-FQ, Soleimani était la force motrice des opérations militaires extérieures de l'Iran. Décrit comme [le centre de gravité militaire des efforts hégémoniques régionaux de l'Iran](#), il était un stratège incomparable dans les rangs du Corps des Gardiens de la Révolution islamique.

Il n'est pas du tout certain que la réponse militaire qui a eu lieu il y a quelques jours en Irak sera la seule. Il est certain que l'Iran prévoit une réponse plus stratégique impliquant des milices chiïtes en Syrie, en Irak, au Liban et au Yémen. Les rebelles houthis sont essentiels dans la doctrine de la dissuasion active, et la capacité de l'Iran à faire monter la tension dans le Golfe d'Aden sera la clé pour faire pression sur l'Arabie Saoudite et, par la suite, sur les États-Unis.

Des actions similaires à l'attaque du 14 septembre dernier contre des installations pétrolières en Arabie Saoudite pourraient être menées. L'Iran — comme de nombreux petits États aux capacités militaires limitées — augmentera ses capacités cybernétiques qui garantissent la possibilité de nier l'action. Afin d'avoir des alliés forts à ses côtés, l'Iran pourrait changer le centre de gravité de sa politique étrangère en participant à l'initiative [chinoise](#) «la Ceinture et la Route» et en élargissant sa coopération politique et militaire. En effet, Téhéran entretient des relations étroites avec le Belarus, [Oman](#), [la Russie](#), l'Afrique du Sud, [le Soudan](#), [le Venezuela](#), l'Azerbaïdjan, la Bolivie, le Pakistan, [la Turquie](#), le Turkménistan, l'Ukraine et la Corée du Nord. L'approche stratégique

iranienne vise également à établir un [corridor terrestre sécurisé](#) de l'an au Liban et à faire pression sur Israël depuis les frontières libanaises et syriennes.

En outre, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a vérifié l'année dernière que les limites des activités nucléaires étaient dépassées par rapport à ce qui avait été décidé par les accords internationaux. Le 5 janvier 2020, Téhéran [a déclaré](#) la réduction de ses engagements dans le cadre du JCPOA, en révoquant les restrictions relatives au nombre de centrifugeuses. Dans la même déclaration, il a déclaré qu'il était prêt à reprendre ses engagements internationaux uniquement si les sanctions étaient levées. Étant donné que les États-Unis ont activé une nouvelle série de sanctions économiques encore plus sévères que les précédentes, la politique extérieure de l'Iran pourrait radicalement changer dans des termes beaucoup moins favorables que souhaité. Les excuses présentées par Rouhani, lorsqu'un missile iranien a abattu un avion ukrainien, ont montré qu'il y a encore de l'espoir pour un dialogue entre les parties.

